

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Fonction publique (France) > **En lutte : Cheminot.e.s, fonctionnaires, jeunes, infirmierEs, (...)**

En lutte : Cheminot.e.s, fonctionnaires, jeunes, infirmierEs, retraité.e.s, chômeur.e.s, faisons dérailler le gouvernement

jeudi 22 mars 2018, par [POUPIN Christine](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mars 2018).

Le 22 mars prochain, sept organisations syndicales appellent à une journée de grève et de manifestation dans la fonction publique. Elles sont rejointes par les syndicats de cheminotEs contre la réforme ferroviaire par ordonnance, et aussi par la fédération des industries chimiques, la fédération mines-énergie de la CGT, par des unions départementales (Seine-Maritime, Bouches-du-Rhône...)

Cette journée du 22 mars et ses indispensables suites – car une journée même massive et réussie ne suffira pas – seront décisives tant pour les fonctionnaires, cheminotEs et agentEs publics que pour l’avenir des services publics.

La stratégie du choc pour imposer la contre-révolution néolibérale

Après la destruction du code du travail qui vise à précariser toujours plus les salariéEs du privé, le gouvernement s’attaque aux fonctionnaires et aux cheminotEs avec le même objectif de précarité, prélude indispensable à la destruction des services publics. Fidèle à sa conception de pur capitalisme, de concurrence libre et non faussée, il veut éradiquer la notion même de service public. Il faut détruire les services de contrôle du respect du droit du travail et de la protection des consommateurEs, éliminer les moyens de lutte contre la fraude fiscale... comme autant d’entraves à la liberté de profiter. La logique de rentabilité, quand ce n’est pas la privatisation pure et simple, doit s’imposer à la santé, à l’éducation, à l’ensemble des services sociaux... Les transports, l’eau, l’énergie... doivent purement et simplement être livrés au privé qui encaissera les profits tout en continuant de socialiser les dettes.

Défendre et étendre les services publics : un choix de société

Aujourd’hui, le service public est déjà sévèrement mis à mal par les politiques d’austérité menées depuis des décennies par les gouvernements successifs. Les contrats précaires se sont multipliés, les méthodes de management du privé se sont imposées, les logiques de rentabilité se sont installées au détriment du service rendu aux usagerEs de plus en plus maltraités.

Il ne suffit donc pas de défendre l’existant. Il est nécessaire de construire une mobilisation de grande ampleur pour stopper Macron et conquérir des services publics étendus, améliorés, sous le contrôle des salariéEs et des usagerEs, pour répondre aux besoins dans tous les domaines.

Nous voulons des services publics pour pouvoir choisir démocratiquement, pour décider de l’organisation de la société. Par exemple, nous voulons un service public ferroviaire pour le développement des « petites lignes » associé à la gratuité des transports collectifs régionaux et urbains, la priorité au rail sur la route pour le transport de marchandises tout en limitant les volumes transportés, l’arrêt des grands projets inutiles et destructeurs de LGV. Nous voulons un

service public de l'énergie décentralisé pour engager une politique de sobriété énergétique, arrêter le nucléaire, développer les énergies renouvelables et garantir l'accès pour touTEs... C'est la condition pour une lutte efficace et socialement juste contre le changement climatique.

Nous voulons aussi des services publics nombreux et de qualité, avec du personnel en nombre suffisant, aux qualifications reconnues, pour la santé, pour l'accueil des enfants en bas âge comme pour le soin aux personnes âgées et/ou dépendantes. En l'absence d'une prise en charge socialisée, ce travail invisibilisé pèse pour l'essentiel sur les femmes dans le cadre de la famille et réduit à néant tous les discours égalitaires.

Construire un mouvement d'ensemble

Macron mise sur la division entre public et privé pour faire passer cette régression. Pourtant la dégradation des droits et des conditions de travail d'une partie des salariéEs n'a jamais profité aux autres. Bien au contraire, elle sert sans cesse de prétexte à de nouvelles attaques. De plus, la qualité et la sécurité du service public sont indissociables du statut de ses salariéEs. La mobilisation, à partir du 22 mars, n'est pas l'affaire des seulEs fonctionnaires et cheminotEs, elle concerne touTEs les salariéEs qui ont besoin d'un plan de bataille le plus unitaire possible pour construire un mouvement d'ensemble. Face à Macron, une opposition politique de toutes les forces qui y sont prêtes est nécessaire : c'est le sens de la proposition unitaire que le NPA a faite aux différentes organisations politiques de gauche.

Christine Poupin

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 421 (15/03/2018). Mercredi 21 mars 2018, mise à jour Mercredi 21 mars 2018, 11:56 :

<https://npa2009.org/actualite/social-autres/cheminotes-fonctionnaires-jeunes-infirmieres-retraitees-c-homeures-faisons>